

OEWG-VII/16 : Examen de l'application de la décision VIII/34

Le Groupe de travail à composition non limitée,

Rappelant la décision VIII/34 de la Conférence des Parties à la Convention de Bâle relative à la mobilisation de ressources et au financement durable,

Conscient des difficultés que soulève l'intégration des déchets dangereux aux processus du développement dans les pays en développement ainsi que de la nécessité de mettre en place les moyens nécessaires,

Ayant connaissance du processus permanent tendant à l'élaboration d'un nouveau cadre stratégique pour 2012-2013 pour la mise en œuvre de la Convention de Bâle ainsi que de la nécessité de débattre de la question de la mobilisation des ressources dans ce contexte,

Saluant les efforts que font le secrétariat et les Centres régionaux et les Centres de coordination de la Convention de Bâle pour accroître les contributions financières destinées aux projets et programmes visant à appuyer la mise en œuvre des obligations énoncées par la Convention de Bâle, ainsi que les progrès faits pour mobiliser des ressources, tant humaines que financières, au cours de l'année écoulée,

Saluant aussi l'appui financier assuré jusqu'ici pour aider les Parties à mettre en œuvre la Convention,

Soulignant l'importance d'un renforcement des liens, d'un développement et d'une coordination avec les stratégies de mobilisation des ressources d'autres accords, approches et processus multilatéraux pertinents,

Accueillant avec satisfaction le processus consultatif sur les options de financement pour les produits chimiques et les déchets que conduit le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Accueillant également avec satisfaction les efforts déployés par le secrétariat pour coordonner les activités de mobilisation des ressources avec celles que mènent les secrétariats de la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international, de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques et d'autres entités compétentes,

1. *Prend note* des activités entreprises et des progrès faits par le secrétariat, les Centres régionaux et les Centres de coordination de la Convention de Bâle et les Parties en matière de mobilisation des ressources et de financement durable aux fins de mise en œuvre de la Convention de Bâle;
2. *Invite* les Parties, les signataires et toutes les parties prenantes à aligner leurs contributions au Fonds d'affectation spéciale pour la coopération technique sur les priorités identifiées dans les buts et objectifs figurant dans le projet de cadre stratégique pour 2012-2021 pour la mise en œuvre de la Convention tel qu'indiqué dans la décision OEWG-VII/1 sur le nouveau cadre stratégique;
3. *Prie* le secrétariat :
 - a) De poursuivre ses efforts tendant à renforcer les moyens des Centres régionaux et des Centres de coordination de la Convention de Bâle nécessaires à la mobilisation des ressources dans les régions qu'ils desservent et de faciliter les discussions avec les partenaires des projets et les donateurs en vue de concevoir des projets à mettre en œuvre aux niveaux des pays et des régions;
 - b) D'étudier plus avant les activités conjointes tendant à la mobilisation des ressources en collaboration avec les secrétariats des conventions de Rotterdam et de Stockholm;
 - c) De continuer à participer activement au processus consultatif sur les options de financement des activités concernant les produits chimiques et les déchets que conduit le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement;
 - d) De faire rapport à la Conférence des Parties à sa dixième réunion sur les progrès faits en matière de mobilisation des ressources aux fins de mise en œuvre de la Convention de Bâle, en coopération avec les Centres régionaux et les Centres de coordination de la Convention, les secrétariats des conventions de Rotterdam et de Stockholm, la Conférence internationale sur la gestion

des produits chimiques, le Fonds pour l'environnement mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement, la Banque mondiale et d'autres organisations compétentes.